

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

L'amnistie totale...

Elle figurait au premier plan dans le programme du Front Populaire.

MAIS AUCUNE ACTION DIRECTE N'AYANT ÉTÉ EXERCÉE POUR L'IMPOSER, ELLE N'A PAS ÉTÉ VOTÉE.

QUAND LES TRAVAILLEURS COMPRENDROUNT-ILS QU'ILS N'OBTIENNENT QUE CE QU'ILS IMPOSENT ?

Avec Aurelio Fernandez

Secrétaire de la Junte de Sécurité de Catalogne

— Alors ! Tu n'es pas encore parti pour Paris, quand donc retourneras-tu là-bas avec le 47 et le 48 ? (le 47 et le 48 ce sont les numéros des deux camions du comité pour l'Espagne Libre).

C'est un camarade de Barcelone qui m'interroge.

— Je dois m'en retourner cet après-midi, mais avant le départ il me faut passer chez Aurelio prendre possession des « passes » nécessaires.

Aurelio Fernandez est, en effet, le secrétaire de la junte de sécurité intérieure et en vertu de cette fonction, c'est à lui que revient la responsabilité d'accorder les autorisations de libre circulation pour la Catalogne.

Aurelio, comme tous l'appellent familièrement, a son bureau installé à la « Gobernación », dans ce palais où naguère Martínez Anido dicta tant de sanglantes mesures contre nos compagnons de la C. N. T. Pour accéder à la « Gobernación » il faut présenter ses papiers et, surprise, les présenter à des gardes civils devenus aujourd'hui gardes républicains — mais ceci est une autre histoire...

Après avoir satisfait à cette mesure « administrative » vous montez au premier « piso », vous franchissez une porte à double battant, vous obliquez à droite et vous voici dans une pièce où attendent déjà une trentaine de personnes.

Aurelio a de quoi s'occuper, il travaille énormément et force vous est de faire « antichambre » surtout quand il vous répugne de passer devant votre tour.

« Faire antichambre » ici, empressez-vous de le dire, n'est pas une torture — en tant que vous pouvez parler avec d'excellents camarades, les collaborateurs directs de Fernandez.

Le bureau d'Aurelio Fernandez est loin d'être fermé à double tour, la porte qui en commande l'accès n'est pas comme vous pourriez l'imaginer une porte blindée, il suffit même que vous la poussiez, sans demander avis, pour vous trouver face à face avec le secrétaire de la Junte de sécurité et il sont nombreux ceux qui connaissent ce relâchement volontaire, ils sont si nombreux que le bureau d'Aurelio se trouve être une vraie salle de réunion. La « Fonction », voyez-vous n'a pas tué l'esprit du militant de la C. N. T. et de la F. A. I. ; ici on est loin de l'atmosphère des Gestapo et autres Guépônes, Aurelio Fernandez aime le contact quotidien avec ses compagnons.

Il ne travaille pas à bureaux fermés.

Aurelio reste le compagnon libertaire. Aujourd'hui je suis venu à la gouvernance pour obtenir les « passes-libertés » des 47 et 48 j's suis venu aussi avec l'intention « d'interviewer » Aurelio Fernandez pour les lecteurs du *Libertaire*.

Interviewer Aurelio c'est plus difficile que vous croyez parce qu'Aurelio est toujours occupé, d'ailleurs notre ami ne doit pas aimer ça, exception faite naturellement pour le *Libertaire*.

Aurelio Fernandez est né à Oviedo, le pays de ces admirables et héroïques mineurs asturiens : il a 39 ans et derrière lui un passé de militant. Ouvrier mécanicien, manuel donc, il s'est formé lui-même.

Nombre de camarades français l'ont connu à Paris où il dut se réfugier après une éviction difficile de la prison de Sarras.

Comme la plupart des compagnons espagnols, il vécut la dure vie de l'exil.

Aurelio est très jeune d'allure, son visage, s'il reflète la préoccupation, reflète aussi quelque chose de profondément fraternel.

PIERRE ODEON.

(Voir la suite page 3.)

TRAVAILLEURS, SAUVEZ L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE !

Eh bien ! les adversaires de toute intrusion en Espagne n'ont pas lieu d'être mécontents. Après Irun, Saint-Sébastien, Tolède, voilà les fascistes espagnols installés à Malaga. Madrid, d'autre part, connaît la plus violente offensive qui se soit vue depuis le début de la guerre civile.

Tout va cependant très bien, la « paix » est sauve et les capitaines internationaux peuvent se sentir rassurés. Certes, il y a bien quelques milliers d'Espagnols journallement massacrés, mais bast ! cela n'a pas autrement d'importance. L'essentiel, c'est que le fric soit sauf. Et il apparaît bien que si les événements continuent d'évoluer dans ce sens, messieurs les capitalistes de toute origine n'auront plus à trembler pour leurs intérêts menacés.

C'est lamentable ! Quand on pense qu'il y a encore des gens qui croient sincèrement à cette formidable escroquerie morale qui a consisté à présenter la guerre d'Espagne uniquement comme le champ clos où se déroulerait le vaste duel idéologique des démocraties contre les fascismes !

Insensés qui ne voient pas ce qui se cache sous ces grands mots !

Les « démocrates » ! Mais depuis le début des événements, elles n'ont cessé de faire le jeu des fascismes.

Les revendications coloniales du Reich continuent à occuper le premier plan de l'actualité. On prétend que M. von Ribbentrop en développe à Londres, le programme tel que l'a établi le gouvernement allemand. Celui-ci demanderait au gouvernement anglais de lui restituer les territoires qui lui furent enlevés après la guerre et s'en-gagerait, en contre-partie, à n'y point établir de base militaire et à revenir à une politique d'échanges internationaux susceptible de tirer le monde du marasme économique qui subsiste en dépit de toutes les statistiques.

Le gouvernement anglais reste très froid devant ces suggestions et la presse gouvernementale s'est emparée d'un incident pour signifier à l'ambassadeur allemand qu'il ne devait compter sur aucune concession coloniale. M. Eden s'en est allé, sur ces entrefaites, porter son spleen sur la Côte d'Azur, ce qui est une manière d'ajourner une discussion pour le moins inopportune. C'est que les colonialistes anglais se soucient peu de restituer à l'Allemagne des territoires dont ils entendent tirer profit et qui renforcent les positions de l'impérialisme britannique. C'est ainsi, par exemple, que les Jingos n'entendent point rendre à l'Allemagne le territoire du Tanganyika, l'ancien Est-Africain allemand, dont la possession permet la réalisation d'une zone britannique continuant allant du Cap au Caire, réalisant le rêve de l'impérialisme anglais et constituant une ligne d'une valeur stratégique incomparable. Par ailleurs, ils n'admettent point davantage que la fameuse redistribution des matières premières, dont un ministre britannique avait lancé l'idée, s'entende comme un abandon quelconque, à titre gratuit, des immenses richesses de l'Empire anglais : ce serait là une attitude si insolite, si contraire à toutes les traditions que seuls quelques idéologues ont pu en formuler l'idée.

Et que voyons-nous en France, pendant ce temps ? Nous voyons la presse bourgeoisie prendre la même position de refus. Elle le fait par anticipation puisque, jusqu'à présent, aucune ouverture précise ne lui a été faite. Mais, comme la France contrôle, elle aussi, d'anciens territoires allemands, nos propres colonialistes peuvent craindre qu'un jour ou l'autre, le gouvernement

soit ce uniquement faiblesse, timidité, lâcheté même ? Non pas. Il y a autre chose.

L'Espagne est apparue comme l'exutoire indispensable à l'expansionnisme réactionnaire des nations vaincues dans la guerre et défavorisées sur le plan économique par les vainqueurs.

Si l'on comprend ce jeu, on ne s'étonne pas que les politiques bello-sienne et édénienne aient, sous le prétexte de sauvegarder la paix, laissé le champ libre à Hitler et à Mussolini, l'Espagne étant ainsi la rançon vraiment modique des spoliations versaillaises.

Verra-t-on un jour la révolution antifasciste espagnole étant mise hors de combat, les fauves Etats démocratiques s'aboucher avec Franco ? Nous nous refusons à en accepter l'hypothèse, au moins dans son premier terme, car le prolétariat d'Espagne a des ressources morales insoupçonnées en lesquelles notre foi demeure intacte.

Mais pour le reste une manœuvre se dessine déjà dont nous verrons sûrement le développement si le malheur veut que Franco poursuive son avantage.

Nous voulons parler de la récente déclaration de certains de ces députés radicaux, retour de Barcelone, démentie par les uns, mais confirmée par les autres. Cette déclaration affirme

sans ambages que les bourgeois radicaux préfèrent Franco à la « dictature » de la F.A.I.

Voilà qui confirme ce qui est dit plus haut sur la sincérité de ces fameux « démocrates ». Mussolini se permet de dire qu'un jour ou l'autre la France devra reconnaître Franco à raison de ressources minières qui sont au pouvoir des fascistes, et dont elle a besoin pour son industrie.

Aussi, il est urgent que le prolétariat français comprenne que pour une très large part le sort de l'Espagne ouvrière est entre ses mains. Justement son inertie, sa mollesse même ont servi, on peut le dire, terriblement le fascisme et surtout le capitalisme international.

La C.G.T. avec ses millions d'adhérents, n'a apporté jusqu'ici, qu'une aide dérisoire aux vainqueurs.

Les ouvriers français qui ont pourtant montré en juin de quoi ils étaient capables vont-ils continuer à sommeiller quand il s'agit du sort de la classe ouvrière internationale, car en vérité c'est cela qui se joue actuellement en Espagne.

Il est grand temps qu'elle crie très fort à ses gouvernements démocratiques qu'elle a nettement conscience de cette situation.



Le Capitalisme, c'est la guerre

Il est évident que lorsqu'il en est ainsi, les troupes se doivent d'exercer sur ceux qui les représentent au Parlement et au Pouvoir les pressions déterminantes. Dans ce cas, le cri de « Blum à l'action » a sa raison d'être, puisque, d'une part les électeurs placent leur confiance pleine et entière dans l'action de leurs élus et, d'autre part, il ne se sentent ni la volonté ni la force de passer à l'action que si l'ordre d'agir leur est donné par leurs « hommes de confiance », c'est-à-dire par ceux qu'ils ont placés à leur tête et qu'ils ont délégués au Gouvernement.

**

Mais, nous appartenons à nous qui ne prenons pas part à la farce électorale, à nous qui refusons notre confiance et notre appui à l'action gouvernementale, à nous qui savons que le salut n'est et ne peut être que dans la Révolution communiste-libérale, nous appartenons à nous, anarchistes et révolutionnaires, d'associer notre voix à celle des socialistes, des communistes et des républicains cent pour cent qui n'ont rien : « Blum à l'Action » ?

Je ne le pense pas. Qu'avons-nous à espérer, à attendre du ministère actuel et, dès lors, à lui demander ?

Quand les fédérations de République et de Démocratie adjurent Blum d'agir, ils appuient leurs adjurations sur une argumentation qui leur paraît irréfutable.

Cette argumentation, la voici : « Blum, abandonnez la position de neutralité que vous avez prise ; renoncez à la décision de non-intervention que vous avez adoptée. Intervenez, Blum. Vous n'avez pas le droit de vous refuser à cette intervention. »

« Comme premier Ministre du Gouvernement de Front Populaire français, vous

êtes dans l'obligation de soutenir contre l'agresseur fasciste le Gouvernement de

Front Populaire espagnol et de lui prêter votre appui total. Ce Gouvernement est

issu du suffrage universel, il est l'expression loyale, régulière et souveraine de la volonté de l'Espagne démocratique et républicaine. Vous n'avez pas le droit de le laisser écraser, sans avoir tout fait pour assurer sa défense et sa victoire.

« Honte à vous, Blum, si vous vous dérobez au devoir que vous imposez les circonstances !

« Blum, à l'action ! »

(Voir la suite page 4.)

Sous l'égide du Comité pour l'Espagne libre

La colonie Ascaso-Durruti va recueillir cinquante enfants qui ont dû fuir la barbarie fasciste.

Le « Comité pour l'Espagne Libre » vient de prendre une initiative du plus vif intérêt, et de la plus grande utilité.

Il a obtenu qu'un magnifique château, entouré d'un vaste domaine, à proximité d'un village catalan, soit mis à sa disposition afin qu'il y puisse recueillir un certain nombre d'enfants chassés de Madrid par la sauvagerie fasciste.

Il se propose d'y abriter, pour commencer, une cinquantaine de ces petits infortunés.

Cette colonie d'enfants, victimes innocentes des atrocités dont Madrid est le théâtre, portera le nom de « Colonia Ascaso-Durruti ».

Je pense qu'il est superflu d'insister auprès des lecteurs du *Libertaire* pour leur faire saisir la portée morale en même temps que la nécessité d'une œuvre de solidarité d'un caractère aussi profondément humain.

Pauvres et chers petits ! A peine sont-ils entrés dans la vie, à l'âge où ils ont besoin de toutes les protections, de toutes les sollicitudes, de toutes les tendresses, ils sont voués aux privations, privés des soins qui leur sont indispensables, servis des bâises et des caresses que réclame leur cœur naissant à l'affection.

Vite, vite, arrachons-les à la misère qui les gêne, à l'abandon dont ils vont tant souffrir !

Vite, vite, procurez-leur l'abri, le vêtement, l'alimentation, les soins qui leur sont dus !

Le temps presse, hâtons-nous.

Que faut-il au « Comité pour l'Espagne libre » pour que va les prendre à sa charge ?

Il faut à ce Comité de quoi remplir envers ces cinquante enfants tous les devoirs qui incombent à des pères et mères éclairés, vigilants et affectueux.

Il faut que la « Colonia Ascaso-Durruti » soit un vaste cercle familial où, sans distinction d'âge ni de sexe, tous les enfants, tous sans exception d'aucune sorte, vivent dans la propreté, l'hygiène, l'aisance qu'exige leur développement physique et dans le calme, l'apaisement, la réflexion et l'étude que réclame leur formation intellectuelle et morale.

C'est pour avoir la possibilité d'accomplir cette mission, entre toutes nobles et fécondes, que, m'adressant à notre grande famille libertaire, à toutes les personnes sous les yeux de qui tomberont ces lignes, à tous les cœurs sensibles, à tous les esprits généreux, je demande, pour les petits de la Colonia Ascaso-Durruti, les concours et les secours à la portée de chacun.

Je sais que cet appel sera entendu.

LE SABOTAGE DE L'AMNISTIE

Sous le Front populaire, comme sous le Bloc national, comme sous Poincaré ou Tardieu, la France reste la seule nation au monde à n'avoir pas totalement passé l'éponge sur les condamnations relatives à la guerre.

La Chambre vient de voter l'amnistie. En grosses lettres dans *l'Humanité*.

A notre tour d'entrer dans le vif du débat.

Nous n'en dirons que peu de chose, et uniquement pour montrer la mauvaise foi et l'absurdité de ceux qui sont chargés de faire des lois. Quant à leur humanité, vous en déduirez vous-mêmes ce qu'en vaut l'aune. Elle se mesure à leur savoir-faire et au mot qu'ils ont toujours à la bouche.

Voici, par exemple, un amendement déposé par le député communiste Langumier, qui prévoit l'amnistie des délits primaires.

Albert Sérol, socialiste, s'y oppose formellement : « Depuis quand, dit-il, a-t-on l'escroquerie être amnistie ? »

Oui, depuis quand ? Albert Sérol n'en sait rien.

Et c'est à titre de président de la Commission de la législation civile et criminelle qu'il pose la question. Autrement dit, lui qui est chargé de parler de l'amnistie au nom de cette Commission, il ignore totalement les lois précédentes qui ont été votées sur le même sujet.

Alors, nous allons répondre à sa place. L'escroquerie a été amnistie par les dispositions de l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 29 avril 1921, pour ceux qui avaient passé trois mois dans une arme réputée combattante.

Il est vrai que, cette fois-ci, l'amendement n'en demandait pas tant. On ne voulait tenir compte que de la période si cruelle du chômage qui avait obligé certains à se dérouiller comme ils l'avaient fait, dans un monde si mal organisé, pour manger.

Mais si, les jours de 14 juillet, on nous

LES MILITANTS DE LA C. N. T....

...et la question politique

« Nous ne voulons pas sacrifier l'avenir au présent »

D. A. DE SANTILLAN.

Notre camarade Santillan a publié dans la Soli, du 31 janvier un appel énergique à tous :

Ce qui nous distingue, ce qui nous est essentiel dans le mouvement ouvrier actuel, c'est notre idéalisme, notre ligne de conduite austère, notre droiture invariable, notre combattivité.

Nous ne voudrions voir aucun des nôtres s'écarte de cette route qui est la vraie. Nous ne voudrions pas voir sacrifier, au nom de notre mouvement, l'avenir au présent.

Nous n'abandonnerons pas la trajectoire noble et digne de tout un siècle, pour nous mettre dans la boue de la politique mesquine, ni dans la politicaillerie de bas étage. Il faut la loyauté, l'esprit droit, la compréhension, la générosité pour construire le nouvel édifice.

C'est pour ce but que nous devons dépenser nos forces, toutes nos forces, notre enthousiasme, notre capacité.

La guerre n'est pas gagnée, la nouvelle organisation sociale n'est pas faite, les hommes ne sont pas meilleurs qu'hier. Un régime politique peut changer en quelques heures; les rues reçoivent de nouveaux noms; les drapeaux prennent une autre couleur; mais la Révolution n'est pas cela; ceci est de la chorégraphie révolutionnaire. La révolution doit creuser plus profond, transformer les coutumes, déraciner les vices traditionnels, s'élever au-dessus des égoïsmes brutaux de l'ignorance.

Nous avons mis des noms agréables aux rues des villes et villages, nous avons fait flamber orgueilleusement notre drapeau, nous avons fait fuir l'ennemi le plus récalcitrant.

Maintenant la Révolution, c'est la construction, le travail intelligent et réel, l'exemple quotidien, ne l'oublions pas.

A beaucoup de camarades il coûte de s'adapter à la nouvelle tâche. De nombreuses années de lutte contre le capitalisme et contre les persécutions de l'Etat ont créé en eux une seconde nature. C'est compréhensible et

COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE

DES A PRESENT...

Retenez votre soirée du

13 MARS

pour assister

à la

FETE DE SOLIDARITE où les meilleurs artistes et chansonniers prêteront leur concours au profit des miliciens d'Espagne.

Des cartes sont à votre disposition au Centre de ravitaillement des milices, 26, rue de Grussol et au LIBERTAIRE.

nous ne leur en faisons pas un reproche. Mais la situation a changé, la combattivité d'hier doit prendre de nouvelles formes. D'une part, elle doit s'exprimer par la guerre au fascisme, bien différente de la révolte qu'en administre au briseur de grèves, au patron irréductible ou au tyran politique et d'autre part, elle doit s'exprimer par la construction laborieuse d'une meilleure société économique et sociale.

C'est cette œuvre qui doit porter le cachet de notre morale de générosité et de tolérance; nous ne devons tomber ni dans les petites passions, ni dans les haines mesquines, ni dans la politicaillerie de bas étage. Il faut que les hommes soient dans la loyauté, l'esprit droit, la compréhension, la générosité pour construire le nouvel édifice.

Haut les coeurs, l'œuvre commencée, germe d'un monde nouveau, vaut le sacrifice de tout ce qui est mesquin et éphémère, en holocauste à tout ce qui est grand et que tous attendent de nous. Soyons les premiers, comme toujours dans tout ce qui est bon et noble, et les derniers quand il n'y a pas d'autre solution, dans tout ce qui est susceptible de faire dévier notre trajectoire révolutionnaire.

Les camarades doivent comprendre et agir en conséquence.



D. A. DE SANTILLAN

Il y a beaucoup de façons de perdre la partie. La plus pénible de toutes serait celle qui nous la ferait perdre dans la mare pestilentielle de la petite politique des comités et assemblées dans laquelle doivent éviter de tomber tant d'excellents militants d'hier et d'aujourd'hui.

Nous ne pouvons revendiquer cette conduite, ni comme hommes de la C. N. T. et de la F. A. I., ni comme représentants d'une heure tragique dans l'histoire mondiale.

Après la chute de Malaga

La prise de Malaga par les fascistes, les nouvelles offensives au sud de Madrid nous obligent à rappeler la position catégorique de nos camarades de la C. N. T. et de la F. A. I. sur la guerre.

Solidaridad Obrera a publié en janvier plusieurs appels dirigés à la Généralité de Catalogne et au gouvernement de Valence, demandant l'envoi de cinquante mille hommes de troupes se trouvant à Barcelone, sur le front de Madrid. Cela a-t-il été fait? Nous en doutons.

L'organe de la C. N. T. a élevé maintes protestations contre le ministre de la Marine Prieto et demandant sa destitution. A quoi servent en effet les navires de guerre gouvernementaux et les sous-marins? Se sont-ils opposés en quoi que ce soit au bombardement de Malaga?

Mais il nous faut rappeler ici l'article de *Tierra y Libertad* du 23 janvier. Après avoir rappelé les dangers qui menacent toujours Madrid, l'organe de la F. A. I. poursuit: « Nous réclamons de la population de Barcelone, de Catalogne, de toute l'Espagne antifasciste une mobilisation morale et matérielle pour aider Madrid. »

« Madrid manque d'aliments suffisants pour ses habitants, pour que ses milices répondent aux attaques avec la force physique nécessaire. Il faut envoyer des aliments. »

« Il faut envoyer un plus grand nombre de combattants. »

« Il ne suffit pas de dire « No pasaran! » il faut faire le nécessaire pour qu'ils ne passent pas. Il ne suffit pas de dire « Nous les vaincrons ». Les victoires ne s'obtiennent pas avec des actes. »

Et dans son numéro du 20 janvier :

« Donner sa vie sur le front, souffrir tout ce que la guerre a d'indécible, tandis qu'à l'arrière on perd du temps et des énergies, doit appeler l'attention de Barcelone et de Valence où se trouvent tant de parasites et de combinards. »

« Nous sommes en guerre, il faut agir en conséquence. »

« Il faut mener à bonne fin une mobilisation effective. L'ennemi attaque furieusement, il prépare de nouveaux plans et nous nous trouvons devant une situation réclamant le maximum de sacrifices de la part de tous. »

« Il faut extirper les foyers de contre-révolution et d'irresponsabilité. »

« Mettons les hommes aptes ou sur le front ou à faire un travail utile. C'est la première consigne imposée par la guerre. »

LE GAGNANT DU TABLEAU

C'est notre ami Jules Guérin qui est le détenteur du billet n° 5638 auquel est échu le tableau offert par Cermignani pour la tombola du Comité pour l'Espagne libre tirée la semaine passée à la Salle Wagram. Jules Guérin a immédiatement fait don du tableau au Comité qui l'a remercié de son geste amical.

...et le problème agraire

C'est le syndicat agricole local qui doit être le régulateur de la vie paysanne

MARIANO R. VASQUEZ.

considérer la municipalité comme le patrimoine de tous ses habitants et comme une unité de propriété de la terre.

La municipalité propriétaire et que l'on permette à celui qui préfère travailler individuellement ou en famille le fassent.

Le temps et l'expérience diront aux uns et aux autres quelle est la formule la plus avantageuse, collective ou individuelle. Et dans beaucoup de régions, n'oublions pas que demain, toutes deux seront à maintenir. Là où la terre permet l'industrialisation la formule en commun sera la plus avantageuse, puisque la machine agricole peut s'introduire ;

Mais le plus important, ce qui bénéficiera aux uns et aux autres est le fait que la vente, les échanges et acquisitions des produits se réalisera au moyen du syndicat agricole local. Expliquons-nous.

Ce qui importe le moins au paysan, c'est que la terre soit à lui ou à la municipalité. Ce qui l'intéresse grandement, c'est la revalorisation des produits dont il doit bénéficier. Avant le 19 juillet, le paysan qui travaillait la terre, pour son compte, en propriété, en métayage, ou au pourcentage, voyait son effort, réduit considérablement, par suite de l'intermédiaire. Celui-ci était une sangsue. Pieds et poings liés, il fallait s'en remettre à lui. Cela sera évité

par le syndicat agricole local, exclusivement professionnel, lequel doit avoir pour mission d'acheter le nécessaire et de vendre toutes les récoltes. Et cette centralisation locale dans la vente des produits des champs, coordonnée à celle de toutes les localités, aura pour conséquence une revalorisation des produits qui permettra d'améliorer de trois cents pour cent la situation des parias de la terre. Et les produits, arrivant au consommateur lui coûteront meilleur marché qu'avant. Le bénéfice du paysan ne sera pas pris sur le dos du consommateur, mais des intermédiaires qui auront disparu.

Je crois que la formule qui doit rendre les champs prospères est assez claire.

Maintenant, ce qu'il faut, c'est la mettre en pratique immédiatement. A cet effet, il est nécessaire de laisser de côté les partis politiques, et que les organisations syndicales C. N. T. et U. G. T. appliquent le procédé. Ce sont les partis qui s'obstinent à parler pour la galerie, réalisant campagnes et propagande qui n'ont aucune efficacité de solution pour le paysan.

Leur seule vertu est de dire et semer la méfiance. Alors qu'il faut chercher les intérêts de tous, qu'il n'y ait de préjudice pour personne et que l'on donne la confiance, souvent perdue. A cet effet, les syndicats administreront, l'unité est un fait et l'on recouvrera la confiance puisque le paysan saura que lui-même administrera ses intérêts.



MARIANO R. VASQUEZ

Secrétaire de la C. N. T.

Pour en finir avec les égoïsmes, le lucratif et l'exploitation de l'homme par l'homme dans les campagnes, rien de mieux que

Avec Aurelio...

(Suite de la première page)

Aurelio est un sentimental (ce qui n'exclut pas la fermeté révolutionnaire); Aurelio a du cœur, sa fonction il ne la remplit pas par « goût » mais par devoir.

Aurelio Fernandez secrétaire de la Junta de sécurité intérieure est resté l'homme de la C. N. T. et de la F. A. I.; un anarchiste.

Pour vous lecteurs du *Libertaire*, nous avons voulu lui poser quelques questions, nous les reproduisons ici en les faisant suivre, aussi fidèlement que possible, des réponses qu'elles ont provoquées.

— Tu es le secrétaire de la Junta de sécurité intérieure?

— Oui!

— Par qui as-tu été désigné à cette fonction?

— A la suite de la dissolution du comité central des milices antifascistes la Généralité m'a confié ce poste.

— La C. N. T. et la F. A. I. t'accordent-elles leur confiance absolue dans l'exercice de ta fonction?

— Naturellement, et je crois superflu de déclarer que si la C. N. T. et la F. A. I., dont je suis, me demandaient de résilier cette fonction, qu'immédiatement ce serait chose faite.

— En quoi consiste ta besogne?

— J'ai à me préoccuper uniquement des éléments fascistes et d'empêcher leur activité.

— Tes collaborateurs sont-ils tous des militaires éprouvés de la C. N. T. et de la F. A. I.?

— Quelques-uns sont de l'U. G. T., du P. O. U. M. mais la grande majorité sont de la C. N. T. et de la F. A. I.

— Le travail qui t'incombe est un travail sérieux et délicat et ne crains-tu pas certains actes d'arbitraire?

— Jusqu'à présent je puis assurer que l'arbitraire a été exclu de notre action.

— Es-tu appelé à collaborer avec la police officielle?

— Oui, avec notre camarade Erolès, qui est à la préfecture de Barcelone.

— Erolès est-il aussi de la C. N. T. et de la F. A. I.?

— Oui.

— Ton rôle consiste donc à déjouer l'activité des fascistes mais la question de la prostitution, par exemple, serait-elle étrangère à tes occupations?

— Cette question nous intéresse particulièrement et nous voudrions à ce sujet le triomphe des valeurs morales, ce que je peux dire c'est que nous avons examiné cette question et que nous agissons pour le mieux.

— Que peux-tu nous dire des événements de Tarragone, de Falarela?

(Suite 5^e colonne)

HIER ET AUJOURD'HUI

COMMENT FONCTIONNE LA TELEFONICA SOUS LE CONTROLE SYNDICAL

QUAND LA C. N. T. LUTTA CONTRE PIERPONT MORGAN

Rarement on vit plus bel exemple de la veulerie générale des autorités. Cette grève se termina en queue de poisson. Mais depuis les choses ont changé. Il y a eu, le 19 juillet 1936... Et nous ne saurons d'ailleurs mieux faire qu'en reproduire de la « Telefonica » qui dura huit mois, occasionna des troubles dans tout le pays et des rencontres à mains armées entre la police et les grévistes, fut une des principales.

« Puis les ouvriers engagèrent la lutte, secondés par les hommes de la F. A. I. arrivant à la rescouf. De rage, les fascistes tentèrent de détruire à coups de canons la centrale de Barcelone. Les réparations coûteront cinq cent mille pesetas.

ET MAINTENANT

« L'édifice de la Compagnie est gardé par vingt gardes d'assaut et un lieutenant. Un capitaine fasciste et la troupe qui l'accompagne engagent la bataille et prennent le bâtiment. Ils ordonnent aux employés de couper les liaisons téléphoniques entre la Généralité et tous les organismes officiels. »

« Auparavant, les délégués dirigeants de la Compagnie touchaient 50.000 pesetas par mois.

« Maintenant, le comité de contrôle touche un salaire égal à celui de tous les employés, 450 pesetas par mois, plus 12 pesetas lorsqu'il y a des déplacements. L'économie réalisée est de 40.000 pesetas tous les mois.

« Chez les ouvriers, les salaires oscillent entre 175 et 200 pesetas par mois ; par contre, les employés des bureaux étaient mieux payés. »

« Maintenant, après accord entre la C. N. T. et l'U. G. T., un niveling de salaires, sans distinctions, est établi : les hommes touchent 450 pesetas par mois, les femmes 350 pesetas et les moins de dix-huit ans 200 pesetas tous les mois.

« La situation économique est prospère. Il y avait 70.500 abonnés à Barcelone, en juillet ; maintenant 122.837 abonnés. Les rentrées sont plus fortes ; les dépenses ont été réduites considérablement.

« Mais il faut assurer les services du front, très coûteux. Et nous aidons les camarades de Madrid. De plus, nous avons réadmis les ouvriers renvoyés durant la grève de 1931.

— Des éléments fascistes et carlistes d'un village se sont infiltrés dans certaines organisations de gauche et ont cru devoir attaquer le siège de la C. N. T. et la F. A. I., mais nous avons réduit ce mouvement.

— Au cours du combat qui s'est déroulé à Falarela, deux compagnons des patrouilles de contrôle ont été tués ?

— Oui.

— Les patrouilles de contrôle constituent-elles un organisme officiel ?

— Les patrouilles sont désignées par toutes les organisations ouvrières.

— Maintenant, Aurelio, je voudrais attirer ton attention sur le fait que les principaux postes d'responsabilité sont occupés par nos amis de la C. N. T. et de la F. A. I. ; toi, tu es ici aux investigations, à la sécurité intérieure ; Juanel est à la guerre ; Erolès à la préfecture, crois-tu vraiment que ces postes vous sont confiés uniquement en raison de la puissance de la C. N. T. et de la F. A. I.

LES IDEES ET LES FAITS

LE CONFLIT
DE A GENERAL MOTORS

Les juges du Michigan, à la solde du capitalisme américain ont condamné l'occupation des usines de la Général Motors, ordonnant l'expulsion des grévistes dans les 24 heures. Seule l'attitude conciliatrice des autorités fédérales a évité l'effusion de sang des précédentes bagarres. Notre presse de Front populaire ne tarit pas d'éloges sur le président Roosevelt, assimilant l'œuvre du N.R.A. au programme réformiste de son propre gouvernement.

Ainsi que lui, les autorités fédérales américaines sont aux prises avec les intérêts du capitalisme industriel qui a obtenu déjà de la Cour suprême des Etats-Unis la liquidation du programme rooseveltien. Ainsi que lui il encourage ou laisse faire l'expérience de reflation directe entreprise par les ouvriers pour la reconquête des salaires. Comme lui, il saura quand il le faudra limiter l'expérience des grèves, et l'absence d'organisation ouvrière indépendante des combinaisons politiques rend improbable une extension de la grève en profondeur.

Il n'est pas niable que le succès de Roosevelt ne soit dû en grande partie au patronage des meilleurs les plus divers, et les organisations ouvrières syndicales, le C.I.O. (Comité pour l'organisation industrielle) révolutionnaire lui-même, ont participé à l'élection triomphale de Roosevelt, niant ainsi la confiance des sphères gouvernementales et leur attitude conciliante pendant les grèves.

Les Etats-Unis jouissent d'un syndicalisme corporatif, aristocratique, étendu et puissant qui ne néglige pas de traiter avec le patron, disposant d'une centrale qui est une véritable Bourse du travail où les spéculations à l'effort de l'homme et à la paix sociale entre patrons et responsables ouvriers constituent le plus clair de l'activité syndicale. Ces syndicats sont à base corporative, et soumis le plus souvent à l'influence directe du patron. Leur action dans les dernières grèves a été nulle.

Détachés de la Fédération américaine du travail (A.F.L.), ces syndicats groupés dans la C.I.O. revendiquent avec une tactique nouvelle de lutte une nouvelle structure organique sur le plan industriel, « vertical », par opposition à l'organisation « horizontale » des syndicats corporatifs de l'A.F.L.

Cette nouvelle machine ouvrière devait tenter la conversion du Président Roosevelt dans sa lutte contre les trusts, en sens ce qu'il lui offrait une structure semblable à celle des trusts avec l'avantage d'une concentration plus parfaite qui devait en faire l'outil par excellence d'un bon réformiste intelligent et batailleur comme le président Roosevelt.

Nous sommes frappés de l'ardeur qui préside à cette lutte et de l'extraordinaire volonté du patronat qui ayant pour lui la magistrature, la police locale et une armée nombreuse de mercenaires prétend tenir en échec toutes les autorités

fédérales, et Roosevelt lui-même, ne céderont partiellement que devant la volonté tenace des ouvriers.

Nous touchons ici du doigt une fissure du régime américain, et nous pénétrons plus avant dans l'immense farce des démocraties, parade de lutte, où un homme plébiscité par les 9/10 de la population est un pantin sans force et sans âme entre une poignée de combattants ouvriers et la camarilla du capital.

On annonçait lundi qu'avec la complicité des autorités locales, la direction de la Général Motors était décidée à reprendre la production, avec l'aide sans doute des briseurs de grève, qu'elle voulait pas reconnaître les « syndicats Lewis », charge directe contre Roosevelt qui les encourage, et qu'enfin elle était décidée à faire opposition aux pouvoirs du gouverneur incapable d'assurer la liberté constitutionnelle du travail, en un mot d'opposer les nombreuses complicités qu'elle possède dans la machine d'Etat pour éliminer avec les armes que la loi lui donne ou qu'elle arrache à la loi, toutes les forces contraires à sa volonté d'hégémonie économique et politique.

Moins que jamais, la lutte de classe est en sommeil. Que reste-t-il du prétendu état de rénovation économique, collaboration unanime et espoir illimité, alors que tout le monde peut voir un prolétariat sérieux et volontaire qui revendique ses droits tandis qu'une poignée de magistrats les lui refusent avec une hargne qui tient en échec le médiateur et une force administrative (magistrature et police) à son service qui éclaire la singulière structure de l'Etat le plus démocratique du monde ?

On regrette seulement que la nouvelle machine syndicale soit bien plus une arme dans les mains du rénovateur impuissant qu'une véritable organisation syndicale, et que pour peu que la volonté ouvrière enfreigne les lois impréscriptibles que Roosevelt sera le premier à défendre, le prolétariat se retrouvera seul, abandonné ou trahi par son organisation, avec sa lutte à mener et son indépendance à conquérir.

Pour l'instant, il est nécessaire d'abord que le prolétariat américain assure par une combativité résolue le succès de ses revendications immédiates.

Ensuite qu'il obtienne de la constitution, la reconnaissance non plus seulement formelle mais pratique d'une nouvelle structure syndicale répondant aux nécessités d'une lutte qui éclouffe dans les cadres d'une organisation corporative corrompue et impuissante. Et enfin qu'il dégage de la médiation manquée du président Roosevelt la leçon suivante : le syndicalisme américain doit se dégager de toute emprise gouvernementale, obtenir que la seule reconnaissance constitutionnelle de ses droits lui permette d'élargir pratiquement sa route, et envisager une action révolutionnaire qui répond à la fois à ses capacités combatives et aux capacités productives de son pays.

LUC DAURAT.

Blum, à l'action ? Non

(Suite de la première page)

Socialistes et communistes qui somment Blum de sortir de la neutralité, de renoncer à la non-intervention ont recours à un autre ordre de considérations, mais ils jugent celles-ci également irrésistibles.

Ils disent : « Un monde nouveau s'élaborera, en Espagne, dans le creuset de la guerre civile. Les travailleurs de la Catalogne et de l'Aragon poursuivent la collectivisation des usines et des champs, des ateliers, des magasins, des services publics, des moyens de production et de répartition des produits.

« Toute la vie économique et toute l'activité intellectuelle sont générées, contrôlées, orientées par les organisations ouvrières et paysannes.

« Vous êtes, Blum, le chef respecté, écouté, aimé de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.O.). Comme tel et aussi, parce que la classe ouvrière de France vous a installé à la Présidence du Conseil, vous devez d'intervenir en faveur de cette transformation sociale et de la défendre, par tous les moyens dont vous disposez, contre les hordes déchainées du fascisme international.

« Vous débrouez à ce devoir sacré, ce serait trahir les intérêts du prolétariat français qui vous fait confiance et la cause du prolétariat international.

« Blum, à l'action ! »

Je crois traduire ainsi très exactement la pensée de ceux qui, au nom de la République et de la Démocratie, du Parti Socialiste et du Parti Communiste, mettent Blum en demeure d'engager l'action.

L'intervention officielle, gouvernementale, militaire de la France me paraît, tant sur le plan national que sur le plan international grosse de conséquences si redoutables, que je lui refuse — je le dis très nettement — mon approbation. Toutefois, je ne veux pas, aujourd'hui du moins, développer ici les raisons de ce refus ; ce n'est pas l'objet de cet article.

Tout autre est cet objet.

Car, je considère que nous, anarchistes et révolutionnaires, nous n'avons rien à solliciter d'un Gouvernement duquel nous n'attendons rien qui soit de près ou de loin en accord avec nos convictions d'anarchistes et de révolutionnaires intégraux ; je considère que lui demander d'intervenir dans les affaires d'Espagne, ce serait nous courrir de ridicule, nous mettre en contradiction avec nous-mêmes et faire preuve d'une monumental naïveté. Mais par contre, j'estime que nous avons à proposer, à déclarer, à exiger et, si nous le pouvons, à imposer une autre intervention, une intervention d'origine et de nature tout à fait différentes.

Je tiens celle-ci, et celle-ci seulement, pour efficace, rationnelle et décisive.

J'en parlerai la semaine prochaine.

Sébastien FAURE.

Tournée Sébastien Faure

Notre camarade est à la veille d'effectuer une nouvelle tournée de conférences.

Il parlera :

Le 16 février, à Saint-Nazaire;
Le 17 février, à Nantes;
Le 18 février, à Vannes;
Le 19 février, à Lorient;
Le 21 février, à Brest;
Le 24 février, à Brest;
Le 25 février, à Saint-Brieuc;
Le 26 février, à Rennes.

U. A. FEDERATION PARISIENNE

Réunions et Conférences de la semaine

VENDREDI 12 FEVRIER

à 20 heures 30, Salle Tétu, Place de la Mairie.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : FREMONT, GOUUDRY, DOU TREAU.

A Antony, à 20 h. 30, Salle Camille au Pont d'Antony

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Berger, Doutreau, Patorni HUART

LUNDI 15 FEVRIER

9^e ARRONDISSEMENT, à 20 heures 30, au café Cadet, métro Cadet, aura lieu une controverse, organisée par la 9^e équipe des J. E. U. N. E. S. et le groupe du 9^e sur le sujet suivant :

LA NOTION ANARCHISTE DE LUTTE DE CLASSE ET LA LIGNE GENERALE J.E.U.N.E.S.

MERCREDI 17 FEVRIER

A Malakoff, à 20 h. 30, Salle de la Coopé 43 Rue Victor-Hugo

CONFERENCE PUBLIQUE

Les réalisations syndicalistes en Espagne

Orateur : Coinault, de la C. G. T. S. R. Huart

VENDREDI 19 FEVRIER

A Livry-Gargan, salle Trion Fréville avenue de Liégeard

PROPAGANDE PAR LA CHANSON

Charles d'Avray dans ses œuvres et Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couteau.

Groupe 15^e à 20 h. 30, salle du Tango, avenue Emile-Zola.

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : de la Gauche Révolutionnaire des J. E. U. N. E. S. : Doutreau, Goudry, Huart.

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUGUSTE NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORÉE DE 40 % POUR FRAIS D'ENVOI.

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

• • •

PARIS-BANLIEUE

Les correspondants sont informés que la *co*ie de Paris-Banlieue et *Voix de Province* doit parvenir à la rédaction le lundi soir au plus tard.

PARIS-19*

Le Groupe a organisé vendredi 29 janvier 1937 un meeting public parfaitement réussi. Sujet : « Les événements d'Espagne et les anarchistes ». Après que Pétron et Marcos, du 19^e eurent mis l'auditorium dans une ambiance révolutionnaire, nos camarades Frémont et Maurice Doutreau, de l'Union Anarchiste, vinrent, par des exposés clairs et précis, compléter ce qu'avaient dit leurs prédecesseurs à la tribune à propos de la Révolution Ibérique et des anarchistes.

Le meeting fut suivi d'une intervention d'un membre du P. O. I. qui permit à Frémont, chargé de répondre à la contradiction, d'exécuter irrémédiablement toutes les formes de gouvernement centralisées et autoritaires, en s'appuyant sur l'exemple que nous donne le Catalogne dans sa nouvelle organisation sociale.

Un ordre du jour, saluant les miliciens en lutte pour la défense de la liberté, et disant que tous les camarades révolutionnaires présents s'engageraient à préparer eux-mêmes la révolution Ibérique et des anarchistes. A l'unanimité, Le secrétaire du Groupe du 19^e : Babouille.

AULNAY-SOUS-BOIS

Conférence Sébastien Faure

Notre groupe avait organisé une conférence avec le concours de Sébastien Faure, le samedi 30 janvier, à la salle Truelle.

Malgré la pluie et l'abstention systématique des communistes locaux, plus de 600 personnes étaient venues écouter notre ami.

Après lui, Sall Mohammed fut fait un petit exposé sur la situation en Aragon et en Catalogne et donna un avertissement aux fascistes aulnayiens qui gissaient leurs imprimes de propagande sous la portée de notre centre de ravitaillement de la rue des Ecoles, Sébastien Faure, dans une élégante et émouvante conférence, nous dit toutes les raisons qu'il avait d'espérer et de croire au succès final de nos camarades espagnols et au triomphe de nos conceptions anarchistes dans la révolution qui est en marche.

Après lui, Dimanche, le 1^{er} G.T.S.R., vint donner son point de vue de syndicaliste révolutionnaire sur les événements actuels.

Quelques orateurs locaux de diverses organisations (C. G. T. Ligue des Droits de l'Homme, radicaux C. P.) vinrent exposer en toute liberté leur opinion et la réunion se termina sur un appel de Sall Mohammed en faveur du Centre de Ravitaillement des miliciens antifascistes.

En somme excellente soirée qui a laissé plus de 600 francs de bénéfices au profit des milices antifascistes. Pour le groupe : Sall Mohammed.

BANLIEUE-SUD: GENTILLY, BICETRE, VILLEJUJ

Les Anarchistes et les Syndicats

C'est la conférence qui sera faite lundi 15 février, chez Cayez, au 51, rue Frélieuse, à Gentilly, à 20 h. 30.

Les membres du groupe, les sympathisants et les lecteurs de *Libertaire* sont fraternellement invités. Cette question qui a toujours été discutée avec passion par les anarchistes sera traitée par un camarade compétent et nul doute que la discussion qui suivra sera intéressante au plus haut degré. Les camarades savent que la question est primordiale, l'économie devant, pour nous, primer sur toute la vie sociale, y compris nombreuses et vous serez satisfaits !

Le Groupe Banlieue-Sud.

Le camarade Castella, 68, avenue de Fontainebleau à Bicêtre, responsable du secteur Sud rappelle aux groupes qu'ils doivent lui envoyer leurs noms et adresses des camarades disponibles pour appuyer la propagande du secteur. Très urgent !

GENNEVILLIERS

Malgré la volonté manifestée par certains éléments de la localité de nuire à la préparation de notre meeting contre la guerre et le fascisme, près de deux cents ouvriers et ouvrières ont compris leur devoir de classe et notre réunion s'ouvre avec l'exposé de Coussault de la C.G. T.S.R., qui tout de suite dénonce la fausse démocratie qui a permis en Allemagne, en Italie, en Autriche, l'accès au pouvoir du fascisme.

Doutreau de l'U. A. fait un exposé sur le capitalisme et dénonce l'utopie qui consiste à vouloir apporter des réformes dans le régime capitaliste, et il indique que ce n'est pas avec le calme et la dignité que l'on reprend à un valeur ce qu'il nous a volé.

Un camarade des Jeunesse S. F. I. O. apporte le salut de son organisation au groupe libertaire et il déclare qu'à Gennevilliers les J. S. I. en ce qui concerne la guerre, sont d'accord avec les anarchistes pour les moyens employés pour lutter contre. Il tient à exprimer l'admiration que lui inspirent nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I.

Coudry de la J. A. C. indique les moyens d'action préconisés par les anarchistes pour lutter effectivement contre le capitalisme.

Coudry explique pourquoi les anarchistes veulent la suppression de l'Etat et se dressent contre la soi-disant élite révolutionnaire qui préte à guider l'avenir du prolétariat. Au centrisme, notre camarade appose le féodalisme libérateur de la classe ouvrière.

Un contre-débat communiste essaye ensuite de venir défendre la mauvaise cause de son parti, après les calomnies habituelles, il ne peut apporter aucun argument précis, concernant ses critiques, et c'est alors que la garde donne, après le sabotage de la préparation du meeting, une nouvelle inquiétude est tentée, clore la réunion à leur profit, mais pour cela ils pourront repasser, car les niaocs au nombre d'une dizaine n'empêcheront que cinq ou six personnes seulement. Doutreau, Coudry et Coussault mettent les choses au point et la parole est donnée à Patorni, qui nous fait un exposé extrêmement intéressant de l'histoire du mouvement social, il dénonce le mensonge de la guerre de la Patrie, de la défense nationale et de l'obéissance. — Le Groupe.

**

Les camarades lecteurs du « *Libertaire* », les camarades qui ont entendu au meeting nos orateurs dénoncent la justesse des positions anarchistes, doivent venir renforcer le groupe libertaire de Gennevilliers. Deja notre campagne porte ses fruits, notre groupe est en progression et il faut plus que jamais travailler à clarifier la situation. Les ouvriers commencent à se détacher des politiciens, ils comprennent que la libération ne leur viendra pas de là.

Notre groupe, par des causeries hebdomadaires diffusera la parole anarchiste : camarades sympathisants, vous êtes cordialement invités à nos réunions tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

M. P.

LIVRY-GARGAN

Malgré le mauvais temps, la réunion organisée par le groupe de l'U. A. de Livry-Gargan, vendredi 5, à Cligny-sous-Bois, fut excellente à tous points de vue. Le sujet : « Ce que veulent les anarchistes », fut brillamment développé par Coudry et Frémont, qui furent écoutés avec attention par un grand nombre d'auditeurs.

Une controverse assez confuse fut présentée par quelques socialistes et communistes, chez lesquels l'esprit de parti enlève toute possibilité de réaliser les temps critiques que vit actuellement la classe ouvrière.

Tour à tour cinglant et ironique, Frémont répond aux interpellations.

Somme toute, bonne soirée pour l'idéal anarchiste.

PONTOISE

Dans notre ville ultra-révolutionnaire, où Doutreau se livre à une propagande intense et risque d'attirer à lui beaucoup de mécontents, un groupe de l'U. A. vient de se constituer et a entrepris un travail d'agitation qui porte déjà ses fruits.

Devant la carence des partis de gauche et les déceptions causées par le Gouvernement, beaucoup d'ouvriers sont découragés et ne savent plus de quel côté se tourner, ce sont ces camarades que l'on doit ramener dans la lutte révolutionnaire, leur seul salut, en leur démontrant que ce n'est pas avec le parlementarisme que les prolétaires arriveront à acquérir leur émancipation. — Lecram.

LE PRE-SAINT-GERVAIS

Eratrum

Dans mon dernier article, au sujet de l'expulsion ignoble d'un ouvrier, le titre portait à tort : « L'expulsion d'un chômeur » ; l'article, dans sa forme, disait tout, puisque, travaillant, ce malheureux ne pouvait se farguer de la triste profession de chômeur. Nos camarades sont donc réclamés d'eux-mêmes. — Camille.

VOIX DE PROVINCE

AMIENS

Le 30 janvier, sous l'égide du groupe libertaire « *Germinal* » était organisée une réunion sur la Révolution espagnole et le mouvement ouvrier français. Une cinquantaine d'auditeurs seulement écouterent attentivement les exposés de nos camarades Marcos et Frémont qui n'eurent pas de contradicteurs, ce qui est d'ailleurs regrettable.

Nous faisons appel aux camarades lisant le *Lib.* et surtout aux jeunes pour qu'ils assistent nombreux à nos réunions. Rendez-vous tous les mercredis salle de l'Union 1^{re} étage, nous ne manquons pas de travail. — A. G.

BREST

Sébastien Faure dans l'Ouest

Notre vieux camarade va passer dans différentes localités de notre région si dure.

Il sera à Brest et donnera une conférence anti-religieuse le dimanche 21 février, à la Maison du Peuple, et ayant pour thème : « Naissance et mort des Religions ».

Nul doute que cette question attirera la grande foule des travailleurs, et cela nous permettra de leur montrer que notre lutte doit être leur.

Que chaque lecteur du « *Lib.* » fasse la propagation autour de cette importante manifestation d'idéologie. — A. Le Lann.

Un droit d'entrée de 2 fr. sera perçu pour couvrir les frais.

FEDERATION ANARCHISTE DES BOUCHES-DU-RHONE

Le Bureau fédéral avise les camarades de tous les groupes que, dimanche 31 janvier, il n'y aura pas de réunion de la Fédération, ceci pour permettre aux camarades d'être disponibles pour aller à la conférence filmée que présente la C.G. T. S. R. à l'Alcazar-Cinéma, cours Belzunce, à 9 heures. Les camarades sont priés d'être présents à 8 heures, pour prêter aide.

Le Secrétaire : A. Pascal.

FEDERATION ANARCHISTE PROVENCALE

Notre assemblée générale aura lieu le dimanche 14 février, à 9 heures du matin, dans la salle transformée du groupe « Jeunesse Libre », 14, rue Nicolas-Laugier.

Lorsque pourront ces lignes, nous serons à la veille de notre assemblée, dont l'ordre du jour le suivant :

1^{re} Plateforme d'organisation contenue dans la publication : « Quest-ce que la Fédération Communiste Libertaire ? » (Rapporteur, Michaud)

2^{re} Projet de formation d'une Fédération Anarchiste Internationale (Rapporteur, Gardelle) ;

3^{re} Congrès Anarchiste International de Barcelone ;

4^{re} Divers.

Vu l'importance de l'ordre du jour, notre assemblée commencera à 9 heures précises et tous les groupes, tous les camarades se feront un devoir s'y assister. — Dénigré.

MARSEILLE (SAINT-ANTOINE)

Réalités

Les événements d'Espagne ont jugé les partis politiques et leurs chefs à leur juste valeur.

Toute action qui n'est pas électoraliste, est par eux considérée comme inutile. Et c'est ainsi que socialistes et communistes n'ont pas fait tout leur devoir de solidarité révolutionnaire envers l'Espagne qui se débat depuis 6 mois devant le fascisme mondial.

Les socialistes installés en des fauteuils ministériels ont perdu le sens de la démocratie ouvrière.

Quant aux communistes, indécis, ils vont de Charlyne en Scylla, deux alternatives qui conduisent leur communisme à la mort.

Quel suicide choisiront-ils ? le parlementarisme ou la dictature ?

Si nous en croyons leur dernière pirouette, ils optent également pour la lutte de places, c'est plus sûr que Moscou.

Il y a donc la C. G. T. réformiste, mais forte de ses 5 millions de cotisants, elle n'en demande pas davantage.

Ses dirigeants sont antichambre dans les ministères, sont adulés, seront bientôt décorés, que leur luit-il de plus ?

Alors que se constate l'impuissance des partis politiques devant la crise, le grand malheur c'est que les chefs syndicaux n'ont pas conscience que l'heure de la C. G. T. va sonner.

Travaillers à l'action, par l'action directe. — P. Gayte.

PERPIGNAN

En collaboration avec le Comité de Défense de la Révolution Espagnole Antifasciste une grande réunion fut organisée au Centre.

Le succès mesure la sympathie de la population ouvrière catalane de France pour les révolutionnaires espagnols, mais il souligne aussi la popularité dont jouissent le Comité de Perpignan, le Comité pour l'Espagne libre et le mouvement libertaire.

Ainsi, malgré les agissements sournois des partis soi-disant ouvriers, jaloux de notre mouvement grandissant, la population travailleuse apprécie l'effort pratique et concret des organisations anarchistes de France et commencent à abandonner les préjugés qui nous faisaient considérer comme des rêveurs et des utopistes nos contacts.

Public enthousiaste et attentif qui est déjà une récompense pour notre travail de solidarité.

Continuons donc, les yeux s'ouvrent et nous finirons bien par déclencher le mouvement populaire, le mouvement massif qui obligera les organisations syndicales à fournir par leurs propres moyens, par leurs syndicats, l'aide efficace, le matériel de guerre indispensable, la lutte antifasciste et à la révolution.

Que nos camarades lecteurs du « *Libertaire* », nous entendent au meeting nos orateurs dénoncent la justesse des positions anarchistes, doivent venir renforcer le groupe libertaire de Gennevilliers. Deja notre campagne porte ses fruits, notre groupe est en progression et il faut plus que jamais travailler à clarifier la situation. Les ouvriers commencent à se détacher des politiciens, ils comprennent que la libération ne leur viendra pas de là.

Notre groupe, par des causeries hebdomadaires diffusera la parole anarchiste : camarades sympathisants, vous êtes cordialement invités à nos réunions tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

M. P.

SAINT-ETIENNE

Pour la diffusion du LIB

Tous les anarchistes de Saint-Étienne qui veulent nous donner un coup de main pour la diffusion de notre LIB et pour l'organisation de nos deux réunions des 20 et 21 février, doivent assister à notre réunion du jeudi 18 février qui aura lieu à la Bourse du Travail (salle 20).

Ordre du jour : 1^{re} Diffusion du *Libertaire* (abonnements, vente à la criée) ; 2^{re} Organisation de réunions de quartier ; prise de carte de l'U. A.

Que pas un anarchiste ne manque. — Le groupe.

TOULON

UN meeting pour Diné

Malgré la coïncidence d'une réunion de Jouhaux, c'est devant un public assez nombreux que Janier ouvrira la séance. Il rappelle le cas Dine et souligne que le Front Populaire a eu l'honneur, pour l'incarcérer, de sortir une mesure prise sous Laval.

La parole passe à Michaud qui rappelle l'enthousiasme passé des travailleurs français pour la révolution espagnole. Seulement, tandis que Diné aagi, les travailleurs ont écouté leurs amis-voyageurs en discours qui trahissent l'Espagne tous les jours, et font arrêter ceux qui mettent en action leurs propres paroles. Il est idiot et malhonnête d'avoir lancé des travailleurs sur la voie de l'intervention française en Espagne. Lorsque le capital confie à un socialiste ses intérêts, c'est parce qu'il sait qu'il les défendra mieux que lui-même. L'excuse de la menace de guerre n'est pas valable. Les pays fascistes se livrent à un changement en Espagne pour obtenir des colonies voilà toute la vérité. Quand on défend le capitalisme chez soi, on ne peut le combattre au dehors. Pour la Russie, si elle a tant attendu pour intervenir, c'est que la révolution espagnole ne l'intéressait pas. Si elle intervient maintenant, c'est contre l'Allemagne. Le résultat de toutes ces manœuvres est un accord général pour éviter et étouffer la révolution sociale.

Les coupables ? Ni Blum, ni Jouhaux, ni vos chefs qui ils soient : c'est vous, prolétaires ! Vous qui avez tout expérimenté, qui avez mis toutes les écoles au pouvoir, vous dont la peur a fait faire la guerre, vous dont actuellement les sacrifices servent à consolider le capitalisme que vous avez cru mort. Vous savez que c'est une nécessité de vie ou de mort pour des propriétaires en révolution d'être aidés par leurs frères voisins. Qu'attendez-vous ? Diné est tombé pour avoir voulu réaliser le rêve du socialisme. Vous devez passer à l'action et s'il est nécessaire d'aller jusqu'à la grève générale pour libérer votre camarade victime d'un arrêt, alors faites-le !

Et Janier reprend la parole pour lire l'ordre du jour, adopté à l'unanimité :

« Les travailleurs toulonnais réunis au Médiac, après avoir entendu l'exposé qui leur a été fait, déclarent se solidariser entièrement avec l'Espagne révolutionnaire ; protestent contre l'incarcération du camarade Dine ; couvrent l'acte d'avoir appliqué cette solidarité qui pour beaucoup consiste en des discours exige

La première tentative de bolchevisation des syndicats a en partie réussi au congrès de l'U.D. de la Région Parisienne.

Les ex-confédérés se laisseront-ils, par manque de courage, plumer jusqu'au bout?

LE CONGRÈS DE L'UNION des SYNDICATS de la SEINE

L'impression qui se dégage de ce Congrès n'est pas des plus réconfortantes quant à l'avenir du syndicalisme. Un militant a pu crier à un certain moment que nous n'assistions pas à un Congrès syndicaliste, mais à une réunion communiste. En effet, l'examen rapide des trois phases en lesquelles ont pu diviser les débats qui se déroulent au Gymnase Huyghens nous en fournissent la démonstration :

1° Sur le rapport d'activité.

De nombreux militants avaient de profondes réserves à faire. On se rappelle le freinage du mouvement revendicatif de juin, où les dirigeants furent débordés, et s'avérant incapables de faire face à une situation vraiment révolutionnaire, préférèrent faire sombrer ce magnifique état dans un plat réformisme. S'il était difficile de formuler des critiques contre les hommes, les conséquences de leur incapacité ou de leur carence sont trop flagrantes pour être passées sous silence.

Ainsi, l'arbitrage obligatoire appela les observations de Biso (Corrèce).

À la suite de Biso, d'autres militants ont formulé des réserves sur l'arbitrage, notamment Brunet (Cheminots P.L.M.), André Roger (Alimentation générale) et Sancier (Bijou), qui, dans une intervention vigoureuse, a appuyé et complété l'intervention de Biso sur la généralisation et l'application de l'échelle mobile.

2° Sur les tâches futures.

Un paragraphe devait susciter des interventions très motivées. Celui où l'Union demandait à ses mandants d'approuver la « Constitution de l'U.R.S.S., la plus démocratique du monde » (?) et de décerner un « salutaire » à Staline pour « la liquidation de l'avant-garde du fascisme », illeze : l'execution des trotskistes. Cette demande d'adhésion à l'action d'un gouvernement étranger et à un parti politique dépassait les limites de la bienveillance. Aussi, les réactions furent-elles vives et nombreuses. Hagnauer (Institut) ouvrit le feu et exprima les réserves et le regret de trouver des phrases relatives à l'U.R.S.S. Fronty (P.T.T.) appuya Hagnauer et illustra d'un exemple concret l'incompatibilité des intérêts de gouvernement et du prolétariat, en rappelant que ce sont des radicaux Front Populaire qui maintiennent la dictature des anti-chambres ministérielles contre la technique et s'opposent à ce que l'on mette un terme aux pratiques introduites par Mandel dans l'Administration postale.

Cette flèche décochée au Front Populaire, dont Hénaff, dans son rapport, s'était fait un laudateur si enthousiaste — « Nous devons tout réaliser avec le Front Populaire et par le Front Populaire » — va être accompagnée des coups de boutoir de Delsol (Gaz de Banlieue) et de Charbit (Ininotyptes) contre le passage littéraux. La voix de Delsol sera couverte par les cris des national-communistes, lorsque le délégué du Gaz de Banlieue critiquera l'U.R.S.S. stalinienne, want à Charbit, sa très courageuse intervention souleva une véritable tempête. Sa critique de l'initiative prise par le Bureau de l'Union (alors que l'Union conteste aux Comités locaux le droit de prendre certaines initiatives) de faire voler le drapeau tricolore des fusiliers de Fourmies, de Vilaine-Saint-Georges, etc., avec l'emblème rouge de la Commune ; sa question : « Est-ce que la Russie est toujours le pays de la Révolution ? », le fit éclater, conspuer et, le micro coupé, il dut s'interrompre.

Guigui fit appel à l'unité, qu'il faut s'efforcer de ne pas compromettre. Le patronat est à l'affût de nos divisions ; ne lui donnons pas d'espérance. Aussi demande-t-il au Bureau, dans le but de renforcer l'unité, de retirer le passage qui vient de susciter de si douloureux incidents. Puis, après un discours de Benoît Frachon qui, bien évidemment, a fait applaudir les arqués de Jésus-Christ, Hénaff déclara refuser le paragraphe relatif à l'U.R.S.S., afin, dit-il, de montrer sa volonté d'uniformité. En réalité, il valait mieux lâcher une miette, pour faire passer le gros morceau qu'était :

3° La modification aux statuts.

Elle concerne la représentation au Comité général et au Congrès. Jusqu'à présent, chaque syndicat était représenté, mais, ainsi qu'il est normal, le nombre de voix dont il disposait (au Congrès) était proportionnel au nombre d'adhérents. Les nouveaux statuts prévoient le groupement des syndicats en comités industriels, lesquels désignent un délégué à raison de 30.000 adhérents ; avec la concession de conférer à ce délégué 1 voix par fraction de 10.000 adhérents soit 3 voix pour 30.000 adhérents, mais un seul délégué. On voit quel étrangement de l'expression des tendances minoritaires on obtient ainsi. Grâce aux apports massifs des Métaux et du Bâtiment, toute la Constitution syndicale se trouve modifiée et le Bureau est assuré d'une majorité compacte à sa dévotion.

Le nombre a son importance, nous ne le contestons pas. Mais la qualité syndicale a une vertu non moins incontestable. Or, dorénavant, c'est une masse fraîchement syndiquée qui va déterminer l'orientation et l'activité syndicale.

D'autre part, le syndicat, véritable individu social, sera noyé au sein du comité industriel. Ajoutons à cela que le Bureau, qui s'affirme désireux de voir jouer librement les tendances, a commis une hypocrisie de plus. Car il peut se produire qu'un petit syndicat cristallise une tendance minoritaire sans possibilité aucune de se manifester.

Nous ajoutons que l'importance militante d'un syndicat n'est pas fonction de sa masse de syndiqués, mais du point de fixation économique et sociale qu'il représente. Ainsi, la grève des typos-linots privant tout un pays de moyens d'information ainsi que celle des postiers par exemple, pour prendre des syndicats à effectifs faibles comparativement à d'autres, aurait un effet plus immédiat que celle des métiers ou du bâtiment, qui, malgré leur masse, influerait moins directement sur l'opinion et la vie sociale.

C'est pourquoi, de la part du Bureau, on assista aux manœuvres d'obstruction les plus échotées. Bien n'y manqua, pas même l'éloge de Staline prononcé en russe par un Moscovite fraîchement débarqué (discours+traduction+deux « Internationales » une heure perdue). Ce qui fit que les orateurs d'opposition virent le temps de parole limité à cinq minutes et que, en ce qui concerne Biso, qui vit son intervention scandaleusement écourtée, des voix

Le libertaire syndicaliste

CONGRÈS D'ABDICTION SYNDICALE

Laissera-t-on plus longtemps les staliniens

réimplanter leurs méthodes de subordination syndicale et poursuivre tranquillement la liquidation de la lutte de classes en France ?

Telle est, à notre avis, la question que doivent se poser tous les syndicalistes conscients, après le congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne, où se sont affirmés les progrès de la tendance moscouïte, devant l'effacement d'une minorité syndicale sans cohésion.

Certes, nous devons dire à la décharge de cette dernière, que rien n'a manqué pour lui rendre la tâche difficile : limitation du temps de parole, obstruction systématique, dictature du micro, privé de courant par un président partiel (très tolérant, par contre, à l'égard des amis), toutes ces basses manœuvres nous rappelaient les mémorables congrès de l'ex-C.G.T. Cependant, au cours des débats, se sont manifestées certaines interventions vigoureuses, comme celles de Delsol et de Charbit, qui aboutirent même au dépôt d'une résolution se bornant à demander le retrait des passages, introduits par Hénaff dans son rapport sur les tâches, qui donnaient à l'organisation syndicale une étiquette nettement stalinienne. Quoique sûrs de leur majorité, composée en grande partie par des éléments de formation récente et ignorants des dangers de l'inféodation politique, les staliniens céderont, soucieux de réaliser l'unanimité pour rendre leur victoire plus complète.

Ce résultat s'obtint aisément, puisque un seul délégué, celui des correcteurs (l'exception qui confirme la règle) avait signalé qu'il était mandaté pour refuser son approbation au syn-

dicalisme de paix sociale et d'union sacrée pratiquée par les dirigeants de l'Union.

Pourtant, le lendemain, comme pour bien marquer que cette concession n'engageait en rien l'avenir, le « délégué fraternel » des syndicats de Moscou vint donner lecture d'un discours politique à la gloire du « père et ami... du grand et aimé chef » Staline, dans lequel il repréhend et accentuait les termes retirés la veille pour servir une manœuvre hypocrite.

Grande fut notre surprise de constater l'absence de réaction des syndicalistes durant la lecture de la traduction, par ce même Hénaff, qui savourait sa revanche en mettant l'accent sur les passages fustigeant les assassins trotskystes-fascistes et proclamant l'absence de toute oppression en U.R.S.S. contre les travailleurs. Seule, l'attitude d'une cinquantaine de militants qui restèrent obstinément muets et assis durant l'*Internationale* et les hourras répétées qui ponctuèrent cette « dictée », marqua leur désapprobation... silencieuse.

Est-ce cette passivité qui encouragea Hénaff, en réponse à l'appel de l'envoyé de Staline, à promettre la « fraternisation des ouvriers du sport, la préparation militaire, etc., tandis que l'on écartait une proposition de démonstration dans la rue en faveur de l'Espagne antifasciste ?

Il faut donc avoir le courage de reconnaître que ce congrès a été une défaite pour le syndicalisme, où la minorité qui prétend à la sauvegarde de son indépendance sur le terrain de la lutte de classe a été à même de mesurer sa faiblesse. Puisse cette dure leçon l'inciter à se ressaisir avant qu'il soit trop tard, à coordonner ses efforts afin d'empêcher la classe ouvrière de sombrer dans la pire des abdication.

CONTRE L'ARBITRAGE, ACTION DIRECTE

Les métallurgistes ont depuis plus de deux mois déposé leur cahier de revendications demandant une augmentation de salaires de 15 % avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier. Cette revendication, on en conviendra facilement, est fort justifiée par la hausse du coût de la vie.

M. Owaliad, grand économiste « Super Arbitre », vient après deux mois de rendre sa sentence.

Sur les 15 0/0 demandés par les ouvriers, 8,5 % sont royalement offerts, puis pour les pères de familles nombreuses, il sera versé par les patrons, 1,5 0/0 de leur salaire pour l'augmentation des allocations familiales.

Le rappel sera fait non à partir du 1^{er} janvier, mais dès le 18 janvier, et celui-ci sera échelonné dans les quatre quinzaines courantes.

Voici le résultat de l'arbitrage, voilà ce qu'en offre aux ouvriers. Combiens nous avions raison de comparer l'arbitrage à une balance avec des faux poids, balance penchante toujours en faveur du capital.

Pourtant les 15 0/0 sont justifiés, il suffit de lire même l'organe réactionnaire « L'Écho de Paris » du 6 février ; sous la plume du fasciste Kérillis, il déclare en parlant des travailleurs :

« Et maintenant, ils exigent que l'on tienne les promesses. Déjà, les fonctionnaires s'agitaient. Non seulement les décrets-lois de misère n'ont été que partiellement abrogés, mais le coût de la vie ayant monté de plus de 20 0/0, il se trouvent être jusqu'ici les victimes et non les proéteurs de l'expérience du « Front populaire ». Les ouvriers eux-mêmes ont déjà perdu les avantages des journées de juin. Et le mécontentement gronde.

Voici les arguments d'un représentant du capitalisme se servant de la hausse du coût de la vie organisée par les capitalistes eux-mêmes, pour servir leur basse politique.

Mais notre ministre de l'Économie Nationale ne constatait-il pas lui-même une hausse de 11,5 0/0 il y a un mois, celle-ci est d'ailleurs en dessous de la réalité.

Et M. Owaliad « Super-arbitre », grand économiste, offre 8 0/0 aux métallos, alors que leur salaire par rapport au coût de la vie est bien inférieur au mois de juin.

Les métallurgistes qui ont toujours été à l'avant-garde des luttes ouvrières accepteront-ils une telle iniquité ? Engageront-ils le combat contre le Comité des Forges ; à l'arbitrage opposeront-ils la force de leur organisation syndicale.

Cependant, examinons froidement la situation, est-ce que la bataille doit se limiter au Comité des Forges ?

Pourtant les gars du bâtiment, les fonctionnaires, en un mot tous les ouvriers posent eux aussi le rajustement des salaires. Les métallos ne sont pas des grévistes, ils n'engagent pas la lutte pour la lutte, mais devant les attaques, ils doivent se défendre.

Aussi le rajustement doit dépasser le cadre du syndicat des métallos, de la Fédération. C'est un problème qui doit résoudre au plus tôt la C.G.T. La C.G.T. peut exiger des conditions de travail qui porteraient de rudes coups au patronat. Ils ne connaissent que l'action directe et ils n'auraient certes pas fait de délations dans les ministères pour je ne sais quoi à l'encontre de nos bolches actuels.

Je pense que ces camarades feront mieux de suivre autrement qu'ils ne le font les assemblées et se pencher sur les revendications les plus immédiates que de couper des cheveux en quatre sur des questions doctrinaires.

Tout en reconnaissant les désaccords qu'ils peuvent avoir avec la direction syndicale, tout en reconnaissant que le parti communiste n'a pas raison, mais il y a par dessus tout nos revendications qu'il faut arracher au patronat. Pour cela, il faut s'entendre avec les ouvriers de la base et non leurs chefs.

Puisse cet article rendre à notre syndicat cette vieille combativité que la bande d'capitalistes canalisent vers la collaboration de classes et à la soumission au gouvernement.

Une manifestation doit être organisée par la C.G.T., manifestation monstre pour protester contre la vie chère mettant ainsi le gouvernement du Front populaire devant ses responsabilités, manifestation devant le Sénat, échelle à l'échelle mobile, car sans l'application de celle-ci, l'augmentation ne peut être qu'ilusoire.

Mais la C.G.T. prendra-t-elle cette initiative ? Opposant à l'arbitrage la force de ses cinq millions d'adhérents, reprendra-t-elle, enfin, le facteur indispensable vis-à-vis du Gouvernement, son indépendance vis-à-vis du Gouvernement.

Les travailleurs commencent à ouvrir les yeux et constatent que les améliorations qu'ils avaient obtenues en juin par la lutte, sont reprises par partie par le patronat.

Le mystère du Front populaire s'éteint de plus en plus devant les attaques patronales ; l'impatience règne à l'intérieur des usines, une colère sourde se manifeste contre l'arbitrage obligatoire.

Le « Sur-Arbitre » a rendu une sentence qui n'aurait pas été acceptée par les ouvriers. La direction du syndicat des métallos l'a compris ; pourtant elle semblait avoir confiance dans l'arbitrage. Elle s'est rendu compte de l'expérience une nouvelle fois.

La parole est à la base et l'organisation syndicale doit passer à l'action.

FELIX GUYARD.

Dans les boîtes et sur les chantiers

AUX USINES PATHÉ A CHATOU

Il y a quelque temps, les délégués syndicaux ayant réussi à obtenir le renvoi d'un d'ordinaire dont les dirigeants syndicaux étaient telles qu'un jour à la porte de l'usine il dut apprendre les mérites salutaires de la chaussette à clous.

Soulement, à l'intérieur de la boîte, les chefs réussirent à diviser les ouvriers et à faire tant et si bien que le mouchard du P. S. F. fut réintroduit. Et il continue à vendre son insecte torcheur avec difficulté à se défaire.

Pas d'interventions des délégués de chantiers des principales maison de Paris ; seuls inter-

viennent par ordre du parti certains camarades du conseil bien timidement d'ailleurs, ce qui démontre une mise en scène bien réglée et arrêtée par avance.

Il existe pourtant, et non des plus vieux, des militaires surtout chez les anciens confédérés qui pourraient, s'ils le voulaient, donner une autre allure aux assemblées. Dans les années qui suivent la guerre, c'étaient des batteurs de premier ordre qui portèrent de rudes coups au patronat. Ils ne connaissaient que l'action directe et ils n'auraient certes pas fait de délations dans les ministères pour je ne sais quoi à l'encontre de nos bolches actuels.

Je pense que ces camarades feront mieux de suivre autrement qu'ils ne le font les assemblées et se pencher sur les revendications les plus immédiates que de couper des cheveux en quatre sur des questions doctrinaires.

Tout en reconnaissant les désaccords qu'ils peuvent avoir avec la direction syndicale, tout en reconnaissant que le parti communiste n'a pas raison, mais il y a par dessus tout nos revendications qu'il faut arracher au patronat. Pour cela, il faut s'entendre avec les ouvriers de la base et non leurs chefs.

Puisse cet article rendre à notre syndicat

plus que jamais action directe

Par le manque de combativité de la chambre syndicale des cochers chauffeurs, la consommation et la chambre syndicale des loueurs, par l'intermédiaire de la Citax (Peugeot) attaqué, et tenté de violer notre pauvre contrat, collectif, en licenciant quinze cents chauffeurs choisis parmi les éléments syndicalistes les plus actifs et tous leurs jeunes chauffeurs.

Face à cette manœuvre, les chauffeurs, mécaniciens et loueurs dans un état de solidarité déclarent la grève et conseillés par le syndicat, évacueront les garages, chose que les ouvriers n'auraient jamais dû accepter, car le patronat se sentant maître de ses locaux, fera trainer les pourparlers en longueur et de délation en délation, cela peut durer des mois et les chauffeurs, etc., se trouvent réduits au chômage.

Plus que jamais, occupation des garages, seule méthode reconnaissable pour faire capituler la classe exploitante. Un Chauffeur de la Citax.

CHEZ BRANDT

Le « travail syndical » des stalinistes n'est pas apprécié de tous. Les réunions générales sont de plus en plus houleuses, rendant chaque jour plus difficile la « fameuse consigne » unir, unir, unir.

C'est que les ouvriers comprennent le rôle que joue « la cellule », qui, telle une pieuvre, tente d'étrangler l'opposition.

Qu'importe l'intérêt du personnel quand la suprématie du P. C. est en cause : Meure le syndicat, si « la grande partie des travailleurs » doit s'entendre avec eux, les maîtres !

Mais leurs vues sur l'arbitrage obligatoire s'éclairent. Voici ce qu'ils disent :